Compte-rendu de la 2ème Rencontre Technique sur la Consigne

2 juin 2014, Aix en Provence

Document réalisé par Mikael Schneider et Marion Bourrelly
Sommaire

Programme de la journée ................................................................. 5
Préambule de la journée .................................................................... 7
Introduction .......................................................................................... 9
Contexte et législation ........................................................................ 11
Comment récupérer les bouteilles ? ................................................... 15
Comment récupérer les bouteilles (suite) ............................................ 19
Comment laver les bouteilles ? .......................................................... 23
Un point technique sur les étiquettes ................................................. 29
La Consigne dans les CHR ................................................................. 31
Un exemple d’entreprise ...................................................................... 33
Un exemple européen ......................................................................... 35
Conclusion ............................................................................................ 37
Revue de presse .................................................................................. 39
Eco-conception de l’événement .......................................................... 39
Liste des personnes présentes ............................................................ 40
A propos du Réseau Consigne .......................................................... 43
Programme de la journée

10h30 - Introduction :

11h00 - Contexte et législation :
- La consigne dans le contexte législatif français : Laura Caniot, chargée de mission Cniid - Zero Waste France.

11h30 - Comment récupérer les bouteilles ?
- Le kiosque de récupération : Hervé Mortelette, responsable du programme Boréal.
- Les machines à consigner TOMRA : Jakoba Naessens, responsable des ventes.

12h30 - Pause déjeuner

14h00 - Comment laver les bouteilles ?
- Les Entreprises de lavage Cheveau : Stéphane Cheveau, dirigeant
- Le projet de centrale de lavage à l'échelle d'un territoire (centre Var) : Mikael Schneider, et Éléonore Lèbre, Ecoscience Provence.

15h00 - Un point technique sur les étiquettes :

15h30 - La Consigne dans les CHR :
- L'état des lieux : Laurence Longevialle, Secrétaire Générale de la Fédération Nationale des Boissons.

16h00 - Un exemple d'entreprise :
- L'entreprise Jean Bouteille : Gérard Bellet, dirigeant.

16h30 - Un exemple européen :

17h00 - Conclusion participative :
- Présentation du fonctionnement du Réseau Consigne et du site web collaboratif.
- Quels besoins et quelles suites pour le Réseau Consigne ?

Le mot de la fin par Pascal Mayol (directeur d’Ecoscience Provence), Anne de Bethencourt (Chargée des relations extérieures de Nicolas Hulot pour la FNH, et Vice-Présidente de l'Institut de l'Economie Circulaire,) et Bernard Vigne (Coordinateur Déchets-Ressources à l’ADEME PACA)
Préambule de la journée

La consigne des emballages en verre pour réutilisation constitue une solution de choix face au défi énergétique et aux objectifs de prévention des déchets. Depuis 2012, le Réseau Consigne rassemble une grande diversité d’acteurs (collectivités, entreprises et associations) travaillant sur le retour de la consigne. Depuis quelques années, de nouvelles initiatives ont été repérées, de nouvelles questions émergent et de nouvelles solutions apparaissent.

Cette 2ème rencontre technique sur la consigne a pour objectifs de partager toutes ces informations auprès des intéressés.

M. Mayol, directeur de l’association Ecoscience Provence, annonce que cette journée d’échange sur la consigne s’inscrit dans le cadre de la Green Week, une semaine européenne de réflexion sur l’économie circulaire initiée par la Commission Européenne.

Cette journée de rencontres est placée sous le signe européen puisque des représentants autrichiens, catalans et hollandais sont présents dans l’assemblée.

M. Mayol remercie également les partenaires fondateurs du Réseau Consigne pour leur soutien dans l’organisation de cette rencontre: le CNIID-Zero Waste France, la Fondation Nicolas Hulot, Le Programme Boréal et le SIVED.

Il remercie vivement les partenaires financiers que sont le Conseil Régional et l’Ademe, pour avoir soutenu cette deuxième édition de la journée technique sur le retour de la consigne.

Il remercie l’ensemble des participants d’être venus si nombreux, plus de 80 personnes représentant 52 structures différentes et diverses (collectivités, élus, universitaires, entrepreneurs, commerçants, associations,…).
Introduction

➢ La consigne dans le contexte de l’économie circulaire


Résumé de l’intervention


L’économie circulaire est une réponse à cette problématique de raréfaction de ressources, et permet d’évoluer vers un modèle de préservation et d’optimisation de ces ressources.

L’économie circulaire nécessite une innovation dans différents axes :

- L’innovation technologique : allonger la durée de vie des produits et des matières ou transformer certains déchets en matières premières nécessite d’améliorer l’eco-conception en amont et la performance des machines de tri ou de lavage en aval.

- L’innovation organisationnelle : passer d’un circuit d’économie linéaire (extraction de ressources, consommation, déchets) vers un flux circulaire dans lequel les bouteilles sont réutilisées. Il s’agit également d’intégrer l’économie de fonctionnalité, pour passer de la vente d’une bouteille à la vente de son usage. Pour le cas de la consigne, il faudra réorganiser des interactions entre les différents corps de métier, en particulier les modes de collecte.

- Une nouvelle forme de comptabilité : prendre en considération les externalités positives et négatives générées par un autre système de « mise à disposition » des bouteilles.

- L’innovation fiscale : actuellement, la fiscalité peut inciter au gaspillage et ne favorise pas les bonnes pratiques.

- Un nouveau système de gouvernance : l’économie circulaire amène un travail de collaboration, de coopération et de transversalité pour permettre la réutilisation.

- L’éducation populaire : la consigne impose de nouvelles pratiques chez le consommateur, un réapprentissage des gestes du réemploi. Elle nécessite aussi une amélioration de l’image que l’on se fait d’une bouteille consignée.

Il y a un réel besoin de transmettre l’idée que la mise en place de la consigne n’est pas synonyme de « régression » mais, au contraire, « d’avancement », pour nous adapter aux enjeux. De nouvelles
façons de consommer doivent émerger pour répondre à l’enjeu de raréfaction des ressources. Dans cette idée, la symbolique derrière la consigne est extrêmement importante.

En ce qui concerne l’actualité, la ville de Paris a placé l’économie circulaire parmi ses enjeux primordiaux. Une lettre de mission extrêmement engagée de la part d’Anne Hidalgo, maire de Paris, montre une volonté de faire, dans 5 à 10 ans, un « Paris de demain » basé sur l’enjeu de l’économie circulaire. De plus, de nouveaux amendements à la loi sur l’Economie Sociale et Solidaire incitent les éco-organismes à favoriser le réemploi des déchets collectés. La consigne peut ainsi devenir un enjeu de territoire en matière de réutilisation des déchets. Un travail est mené pour créer une loi sur l’économie circulaire permettant de reposer la question des ressources, de notre modèle de développement, pour redéployer l’enjeu au niveau territorial, et plus particulièrement régional.

En conclusion, l’économie circulaire permet de redonner du sens et de la valeur à la matière, au partage des compétences et aux systèmes de proximité.

Résumé des débats suite à l’intervention

P. Mayol introduit la notion de résilience économique pour redonner du sens à la consommation. La consigne est un des outils qui permet de tendre vers ce projet.

François-Michel Lambert annonce quelques rendez-vous importants :

→ Le 10 juin : Matinée métropole économie circulaire, pilotage politique, enjeu ressources, organisé par la CCI et l’Institut de l’économie circulaire à Marseille.

→ Le 17 juin à Paris : Premières Assises de l’Economie Circulaire en collaboration avec l’ADEME
Contexte et législation

La consigne dans le contexte législatif français

Mme Laura Caniot, Chargée de mission Cniid - Zero Waste France*

La présentation complète de Mme Caniot est téléchargeable en cliquant ici

* Zéro gaspillage, zéro déchet

Résumé de l'intervention

Laura Caniot présente le Cniid et le mouvement Zero Waste France :

- Le CNIID (Centre National d’Information Indépendant sur les Déchets) est une ONG crée en 1997, et constitue aujourd’hui une force de propositions alternatives sur la thématique des déchets. L’association réalise des missions de plaidoyers auprès du gouvernement et de décryptage des enjeux liés à la gestion des déchets en France pour le grand public ou pour les politiques. Le CNIID est une structure indépendante des pouvoirs publics et des industriels (grâce aux 2000 adhérents), ce qui lui permet d’avoir un message fort, entendu par tout type d’acteurs.

- Zero Waste France est le nouveau nom du Cniid. Zero Waste est un mouvement international qui a pour objectif de soutenir des collectivités voulant réduire leurs consommations de ressources naturelles et leur production de déchets. Des collectivités sont déjà engagées en Italie (les plus avancées à Capannori et dans la Province de Trévise), dans le pays basque espagnol (Province de Gipuzkoa) et aux Etats-Unis (San Francisco engagée depuis 2002). Ces collectivités ont réduit d’environ 80 % leur production de déchets ménagers et atteignent des taux de recyclage de l’ordre de 85 %.


La démarche Zéro Waste s’organise dans les territoires de la façon suivante : l’objectif est d’avoir des actions de prévention très ambitieuses pour réduire au maximum la production de déchets. La démarche intègre aussi en amont l’éco-conception et il est donc indispensable de travailler en étroite collaboration avec les industriels, qui peuvent y trouver un avantage économique. L’étape suivante est le tri à la source (notamment des biodéchets) pour une valorisation matière de qualité. L’objectif à terme est de sortir de l’incinération et réduire au maximum la mise en décharge.

Mme Caniot présente ensuite les intérêts de la consigne. Ce mode de distribution offre des réponses face à l’indisponibilité croissante des ressources et la surproduction de déchets. Elle rappelle que les modes de traitement et d’élimination des déchets restent problématiques car très polluants et ayant des impacts sur la santé et l’environnement ; la gestion des déchets en France correspond à 10 % des émissions de gaz à effets de serre en France.
D'un point de vue écologique, Mme Caniot précise que toutes les études mettent en valeur la pertinence de la consigne si la distance du transport pour le lavage des bouteilles n’excède pas 1000 km. Ceci quand on compare une bouteille en verre réutilisée à une bouteille en plastique qui sera recyclée. Si on compare le verre réutilisé au verre perdu alors le verre réutilisé est toujours gagnant même sur de grandes distances. Elle insiste sur l’importance de la consigne dans les CHR (Cafés, Hôtels et Restaurants) qui permet déjà d’économiser 500 000 tonnes de déchets par an. Le cas des circuits ménagers régionaux apporterait aussi de nombreux avantages.

D’un point de vue social, la réutilisation fait partie des opportunités de création d’emplois locaux (non délocalisables). Les statistiques de l’ORDIF et du Bureau Européen de l’Environnement montrent que pour gérer 100 000 tonnes de déchets, le nombre d’emplois générés varie selon le type de gestion :

- Mise en décharge = 10 emplois,
- Incinération = 30 emplois,
- Recyclage = 250 emplois,
- Réutilisation réparation = 7000 emplois !

En plus d’être plus respectueuse de l’environnement, la réutilisation créeait ainsi 700 fois plus d’emploi que la mise en décharge.

Sur le plan économique, la gestion des déchets constitue l’une des dépenses les plus importantes pour les collectivités. En Allemagne la consigne fonctionne de matière volontaire sans obligation légale : les fabricants se sont organisés autour de la consigne et ils y trouvent un intérêt économique.

D’un point de vue financier, l’engagement 247 du Grenelle de l’Environnement précise que des mesures de prévention, de réduction de déchets, comme la consigne ou la réutilisation, peuvent être financées par l’augmentation de la TGAP (Taxe générale sur les activités polluantes).

En 2012, le Cniid a interpellé les différents candidats aux présidentielles pour qu’ils se positionnent sur la question des déchets. Le Président de la République, François Hollande, s’est dit favorable au retour de la consigne. Lors de la conférence environnementale de 2013, une table ronde sur l’économie circulaire a donné naissance à une feuille de route préconisant la consigne parmi d’autres mesures pertinentes. Le Conseil National des Déchets, porté par le Ministère de l’écologie, regroupe toutes les parties prenantes (dont le Cniid) et a intégré la consigne dans le Plan National de Prévention des Déchets. Le Conseil National des Déchets a décidé de créer un groupe de travail dans lequel il sera possible de s’exprimer (entre septembre 2014 et juin 2015) pour porter la consigne pour réutilisation au niveau national.

Au sein du Réseau Consigne, le Cniid a une mission de plaidoyer : il porte les propositions au niveau des décideurs politiques. Le Cniid remercie Ecoscience Provence et les autres partenaires pour leur travail de terrain. La consigne est un sujet qui mérite d’être présenté à tous les acteurs et élus des territoires, dans des colloques nationaux sur la prévention des déchets et de l’économie circulaire. C’est une action qui peut être intégrée aux différents Plans et Programme Locaux de Prévention.

Résumé des débats suite à l’intervention

- Quelles est la relation avec les verriers ? Est-ce que ce n’est pas leur enlever du travail que de promouvoir la consigne ?

M. Mayol intervient : les lois physiques et la raréfaction des ressources vont nous imposer des bouleversements. Dès lors que l’on est conscient de cet enjeu, deux options s’offrent à nous : soit nous subissons ces bouleversements, mais l’économie, les emplois et sans doute notre stabilité vont...
gravement en pâtir, soit nous décidons de les prévenir en favorisant des changements volontaire au sein de notre économie. Dans le cas de la consigne, l'idée n'est pas de condamner les sociétés qui vendent des bouteilles jetables, mais de les accompagner dans une évolution de leur activité. Ainsi, dans un premier temps, ces sociétés pourraient compléter leur activité traditionnelle par une prestation de lavage de bouteilles consignées. Une telle démarche permettrait de faire face en douceur à ce que la nature finira par nous imposer, à savoir en finir avec l'industrie du jetable. Un intervenant précise que, selon lui, l'activité de verrier est facilement délocalisable, demande beaucoup d'énergie et de capitaux, mais peu de main d'œuvre humaine. L'intervenant estime ainsi que, à l'échelle de la société, le recours à la consigne serait bien plus bénéifique que le maintient coûte que coûte que l'activité de verrier telle qu'elle est organisée aujourd'hui.

L'intervenant précise par ailleurs que, sur le plan pédagogique, il est important de rappeler aux contribuables que ce sont eux qui financent les taxes sur les ordures ménagères. De fait, ils seront les premiers gagnants d'un changement en faveur de la consigne.

Pour apporter une précision sur la situation actuelle en France, un intervenant explique que les projets de consigne sont portés par les collectivités, grâce à l'énergie de tous les chargés de mission et aux financements par la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP).

M. Lambert conclut : des emplois vont disparaître et d'autres vont se créer. L'un des rôles du législateur est de faire en sorte que les charges baissent sur l'emploi et viennent peser sur les ressources qui deviennent de plus en plus rares. Les matières premières rares devraient être chargées fiscalement et ce transfert de fiscalité devrait inciter à la création d'emploi. En ce qui concerne la TVA, elle s'élève à 20 % quel que soit le produit. Il devrait exister 2 niveaux de TVA pour que les produit issus de la réutilisation ne soient pas taxés (car la TVA a été payée lors du premier achat). Si un produit est fabriqué avec de la matière vierge et de la matière recyclée, 2 TVA devraient être appliquées au prorata du pourcentage de chaque matière.
Comment récupérer les bouteilles ?

- Le kiosque de récupération

*M. Hervé Mortelette, Responsable du programme Boréal, accompagné de Mme Anne Verrier, bureau d’étude Per4mance*

*La présentation complète de M. Mortelette est téléchargeable en cliquant ici*

Résumé de l’intervention

M. Mortelette présente le programme Boréal (Baisse des Ordures RÉsiduelles par l’Action Locale). Initié en 2011, Boréal est un Programme Local de Prévention des déchets dont l’une des composantes phares est le retour de la consigne. 5 80 000 habitants sont concernés par ce programme, réparti sur 219 communes et 7 intercommunalités dans la région de Valencienne.

M. Mortelette présente les tonnages de déchets de verre du territoire Boréal ainsi que les coûts des différents déchets pour la collectivité. D’après les calculs effectués, un kilo de verre coute en moyenne 13,67 centimes d’euros à la collectivité. A ce montant, il faut rajouter l’amortissement des bacs et surtout le nettoyage des bords de route : 500 Kg de verre sont collectés tous les kilomètres par les services de nettoyage ! L’ampleur du phénomène est telle que les agriculteurs doivent bannir les 10 premiers mètres des champs lors des récoltes afin d’éviter les déchets de verre dans leurs bennes !

Pour justifier de l’importance de la consigne au sein du programme Boréal, M. Mortelette rappelle qu’elle permet de diviser par 5 les gaz à effets de serre et de diminuer de 85 % les déchets produits.

Mme Verrier présente la filière de récupération mise en place sur le territoire Boréal. En 2012, une étude technico-économique de faisabilité a été menée sur ce sujet. En 2013, la filière de récupération a été mise au point. La visite de tous les acteurs de la chaîne et des brasseurs a permis de récolter de nombreuses données sur le sujet.

Mme Verrier souligne que certains pays d’Europe mettent en œuvre la consigne : en Grèce, des kiosques de récupération des emballages permettent de récupérer le verre, les canettes aluminium et les emballages plastiques.

En 2014, les mêmes kiosques vont être disposés sur le territoire Boréal. Les kiosques sélectionnés sont assez élaborés pour répondre au projet de territoire. Ils sont composés de 3 unités : un container qui récupère les bouteilles en verre réutilisables (activité associée à la création d’une
unité de lavage sur le territoire), une benne de 25 m³ pour le verre destiné au recyclage et une benne de 25 m³ pour les autres emballages (pour les plastiques, canettes alu et acier et les briques alimentaires. Un lecteur détecte les codes barres des bouteilles et les dirige ensuite vers les bennes appropriées. Une table de déconsignation pour les bouteilles lavables permet de récupérer jusqu’à 800 bouteilles avant la collecte. Un partenariat a été créé avec un brasseur distributeur qui récupère les bouteilles à laver et les redistribue aux utilisateurs. Etant donné la volonté de développement économique local associée au projet, une grande partie du système de déconsignation n’est pas automatisée afin de créer plus de main d’œuvre. Néanmoins, les craintes et les réticences véhiculées par la grande distribution ont mené à réfléchir sur un système « clé en main » qui facilitera son implication.

Quant à l’utilisateur, après avoir déposé ses déchets, il reçoit un bon d’achat valable dans le magasin où est installé le kiosque. Il a aussi la possibilité d’en faire don (en partie ou intégralement) à des associations sélectionnées. Ce système, basé sur le rachat d’emballage, permet de donner de la valeur au déchet et constitue ainsi une étape vers la consigne.

Un partenaire qui livre les CHR, projette de récupérer les bouteilles consignées dans les kiosques. Il se chargera de les trier, de les massifier afin de les redistribuer à leurs brasseurs respectifs. La massification est indispensable pour limiter les coûts. Enfin, les brasseurs disposant d’unités de lavage laveront les bouteilles. Un projet d’installation d’une unité de lavage industrielle est envisagé afin de répondre aux besoins de tous les intéressés, et notamment des petits brasseurs.

Quant aux autres déchets (canettes PET etc.), ils repartent dans les filières de recyclage traditionnelles.

D’après Mme Verrier, la filière de consigne sera créatrice d’emplois dans les secteurs de la maintenance, de l’informatique et de la logistique.

Financièrement, les brasseurs font une économie intéressante en achetant une bouteille d’occasion à 5 ou 6 cts plutôt qu’une bouteille neuve à 24 ou 25 cts. De plus, l’apport volontaire en kiosque permet également de diminuer la collecte en porte à porte et de réduire les coûts assumés par la collectivité. Les kiosques sont également des supports de publicités qui offrent un apport financier non négligeable pour la collectivité.

La création d’une Société Publique Locale entre les collectivités participant au programme Boréal, permettra d’assurer le développement du projet, tout en accompagnant le changement de mode de collecte.

Résumé des débats suite à l’intervention

- Combien de formats peuvent être identifiés par la machine ?

D’après M. Mortelette, il n’y a pas de limite, tout étant informatisé. Les bouteilles sont identifiées grâce aux codes barres, qui renseignent sur la marque du produit. Chaque brasseur peut ainsi récupérer ses propres bouteilles.

- Comment le consommateur sait si la bouteille peut être consignée ?

L’étiquette informe le consommateur. Cependant, toutes les bouteilles pourront être déposées dans les machines. C’est la machine qui reconnaîtra si la bouteille est consignée et rendra le bon d’achat approprié. Quelque soit la bouteille rendue le consommateur récupère au minimum 1 centime.

- Est-ce que les producteurs qui pratiquent la consigne continuent à payer une cotisation à Eco-Emballage ?
Dans l'idéal, ils ne devraient plus la payer mais c'est une question qu'il faudra discuter avec l'éco-organisme. Dans tous les cas, la bouteille finira par être recyclée car elle n'est pas indestructible. Il y a également une moyenne de 15 % de casse ou de perte de bouteilles qui doivent être remplacées.

Un responsable d'Eco-Emballage intervient et précise que la question est trop émergente pour avoir une réponse définie. Le dispositif qui gère la consigne n'a pas encore été mis en place. Le sujet intéresse et incite à la réflexion.
Comment récupérer les bouteilles (suite)

- Les machines à consigner TOMRA

Mme Jakoba Naessens, responsable des ventes de la société TOMRA.

La présentation complète de Mme Naessens est téléchargeable en cliquant ici

Résumé de l’intervention

Mme Naessens présente les différentes machines de déconsignation TOMRA installées en Alsace, Belgique et Allemagne. Elle explique leurs différences et leurs caractéristiques.

La société TOMRA propose de nombreuses machines ainsi que des installations complètes.

En Belgique, la reconnaissance des bouteilles se fait par code barre, qui est inscrit par le producteur sur l’étiquette. En Alsace, c'est le magasin qui contacte la société Tomra pour programmer une nouvelle bouteille dans la machine. Une machine peut récupérer jusqu’à 60 objets par minute.

La nouvelle génération de machines bénéficie d’écrans tactiles. L’étiquette reçu par le consommateur pourra dans le futur être remplacée par des cartes de fidélité, des cartes magnétiques, ou par des codes sur Smartphone afin d’économiser le papier et l’encre des étiquettes.

Les machines sont conformes aux normes sanitaires et de santé au travail.

Aujourd’hui, TOMRA s’est positionné sur le verre consigné, mais dispose dans certains pays de machines pour la consigne du PET ou/et des canettes. Sur le même principe, les machines récupèrent les matériaux et les compactent, réduisant ainsi les volumes pour le stockage. Les piles et les batteries peuvent aussi être récupérées.

TOMRA propose des kiosques, combinant une ou plusieurs machines, destinés au parking de supermarchés. Ainsi l’espace disponible pour le stockage peut être modulable.

Mme Naessens illustre sa présentation avec un exemple original : la Collectivité de Drancy a installé pour la première fois des machines à déconsigner enterrées. Ces containers sont à proximité de logement sociaux. Lorsque les familles déposent des déchets, ils inscrivent un code qui leur est attribué. La machine comptabilise le volume de déchets par
famille. Les familles qui respectent le tri voient leurs taxes sur les ordures ménagères diminuer de 50 €. Les trois familles les plus impliquées ont une réduction de 100 € sur leurs taxes. Ce système permet de donner une motivation conséquente à toutes ces familles.

Les questions principales lorsqu'une collectivité veut installer une machine est de savoir quels matériaux récupérer et comment les trier. Si sur le territoire, une entreprise vous rachète déjà les matériaux en mélange et les trie, alors, il est judicieux d'avoir une machine simple qui ne trie pas les déchets car trier les déchets sur place demande une technologie plus importante et donc, des machines plus sophistiquées.

Les larges possibilités de récupération de matière permettent d'offrir aux contribuables des lieux adaptés dans lesquels ils peuvent déposer tous leurs déchets, et donc assurer un retour important. Des machines récupérant l'huile de friture ont même été créées pour subvenir à une demande croissante.

Sur le plan esthétique, les machines sont personnalisables. Elles sont également reliées à internet, ce qui permet de consulter tous les chiffres et statistiques nécessaires pour évaluer leurs performances.

Parmi d'autres produits TOMRA, il existe aussi de petites « poubelles intelligentes » à ordures résiduelles, permettant de compacter les déchets et donc de limiter leur transport. Il existe également, une installation mobile qui permet de faire des démonstrations pour le public lors d'événements.

A titre anecdotique, des machines de déconsignation installées dans les écoles sont programmées pour que soit comptabilisés les dépôts de déchets de chaque classe. Un système de trophée écologique est décerné à la classe la plus respectueuse du processus.

Résumé des débats suite à l’intervention

- Est-ce que le système de don à des associations fonctionne déjà ?

D'après Mme Naessens, le système de dons fonctionne mieux dans les régions où sont la consigne des bouteilles en verre existantes depuis un certain temps. Les régions les plus riches sont plus à même à faire une donation. Certains magasins préfèrent donner des points de fidélité, des tickets de loterie, ou des accès gratuits à des jeux (en ligne ou fêtes foraines).

- Comment se passe la sélection des bouteilles récupérées et la redistribution vers les producteurs ?

Cela dépend de la programmation des machines. Il est possible de sélectionner les bouteilles en fonction de leurs formes et de leurs dimensions ou bien, de les identifier avec un code barre.

Deux machines ont été installées pour être testée par les participants durant la pause-déjeuner.
Pause déjeuner

Un déjeuner végétarien, confectionné par le restaurant du « Carré d'Aix », a été réalisé avec des produits locaux de saison et a été servi dans de la vaisselle lavable. L'eau a été servie dans des bouteilles consignées. A ces fins, 2 machines TOMRA étaient installées dans l'espace du restaurant.
Comment laver les bouteilles ?

Les Entreprises de lavage Cheveau

*M. Stéphane Cheveau, directeur de la société de lavage Cheveau*

*La présentation complète de M. Cheveau est téléchargeable en cliquant ici*

Résumé de l'intervention :

M. Cheveau présente la société Cheveau spécialisée dans la distribution de bouteilles en verre. L'entreprise a acquis une série de laveuses de bouteilles et propose des prestations de lavage. M. Cheveau précise que dans les années 80, il existait une cinquantaine de laveuses en France. Aujourd'hui, il n'en reste plus que 6.

La société Cheveau est implantée à Ladoix-Serrigny (Côte d'Or) et dispose d'autres sites de production en Alsace, dans le Beaujolais, dans le Bordelais, et en Hérault. Chacun de ces sites est équipé d'une ligne de lavage industrielle et procède au lavage d'environ 200 000 bouteilles vides par an.

Sur le site de Ladoix-Serrigny, la société Cheveau vient d'acquérir une toute nouvelle ligne de lavage industrielle de bouteilles vides, permettant à la société de traiter environ 15 millions de bouteilles par an. Dans cette nouvelle installation automatique, un cycle complet de lavage dure 30 minutes. Le contrôle de la propreté des bouteilles est manuel avec un écran lumineux. À la demande des clients, les bouteilles lavées sont conditionnées comme des bouteilles neuves pour être transportées sur palettes.

Le problème majeur rencontré lorsqu'on lave les bouteilles est l'étiquetage. L'arrivée sur le marché il y a 10 à 15 ans de l'étiquetage permanent a compliqué les procédés de lavage. Avec un étiquetage permanent, le lavage ne pénètre pas la fibre de l'étiquette et donc, ne dissous pas la colle.

On constate alors une augmentation de 6 à 10 % par an de bouteilles consignées qui ne peuvent pas être lavées et partent à la destruction.

Résumé des débats suite à l'intervention

- Vous dites qu'il y a une augmentation de 6 à 10 % de bouteilles qui partent à la destruction chaque année. Cela représente combien de bouteilles par rapport au gisement entrant ?
M. Cheveau précise que le gisement entrant à Ladoix-Serrigny est de 7 à 8 millions de bouteilles par an. Aujourd'hui, 20 % de ce gisement part à la destruction, les 4/5èmes pour des raisons d’étiquetage.

- Est-ce que vous pratiquez un traitement de surface aux bouteilles pour qu’elles soient plus brillantes? En Catalogne une substance à base de PET est appliquée.

En sortie des lignes de lavage, un caisson de pulvérisation applique une substance pour rendre la bouteille plus glissante, afin qu’elles ne se coincent pas sur les convoyeurs. Le lavage élimine ce traitement de surface, donc, il doit être pulvérisé de nouveau pour que les bouteilles soient plus glissantes.

- Est-ce qu’il y a une alternative à ce produit?

M. Cheveau n’en connait pas. D’après lui, le traitement de surface est important surtout chez les grands industriels. C’est moins le cas chez les viticulteurs.

- Quels sont les réglementations sur l’hygiène?

L’Institut national de l’emballage préconise un rinçage à l’eau claire avant embouteillage. L’entreprise procède à un contrôle en sortie de lavage pour éviter les résidus de lessive. Mais d’après M. Cheveau, 8 à 9 industriels sur 10 ne respectent pas cette étape !

- Combien de fois une bouteille peut être lavée?

M. Cheveau explique que tout dépend de la robustesse de la bouteille. De nos jours en France elles sont de plus en plus légères car, pour réduire les coûts, elles sont plus fines. Une bouteille peut faire jusqu’à 6 ou 7 rotations, mais cela varie selon les conditions de conservation et de collecte par les particuliers et les professionnels.
Le projet de centrale de lavage à l'échelle d'un territoire (Centre Var) :

M. Mikaël Schneider, responsable projet Ecoscience Provence et Mlle Eléonore Lèbre, chargée de mission à Ecoscience Provence

La présentation complète de M. Schneider et Mlle Lèbre est téléchargeable en cliquant ici

Résumé de l'intervention :

M. Schneider introduit le projet de centrale de lavage en présentant les origines du retour de la consigne dans le Centre Var. L'association Ecoscience Provence travaille depuis 2006 sur la prévention des déchets en partenariat avec le SIVED (Syndicat Intercommunal de la Valorisation et de l'Elimination des Déchets). Depuis 2009, Ecoscience Provence mène une réflexion approfondie sur le retour de la consigne auprès des viticulteurs du territoire : après avoir étudié les avantages écologiques et économiques du dispositif, l'association a lancé une expérimentation pionnière avec 4 viticulteurs. M. Schneider explique qu'en plus des avantages identifiés, la consigne bénéficie d'une excellente opinion publique : 78 % des personnes interrogées sur le territoire du SIVED se sont déclarées favorables au retour de la consigne. Ce constat est notamment confirmé par les représentants de Boréal (les résultats de leur enquête IPSOS se situent autour de 72 %) et du Conseil Général de la Côte d'Or (façant état de 85 % de personnes interrogées favorables à la consigne).

Une centrale de lavage située à Montpellier a été associée à l'expérimentation. Ce travail a permis d'identifier les avantages et les contraintes techniques et financières du retour de la consigne chez les viticulteurs. Des solutions (telles que les cartes de fidélité, des étiquettes à colle hydrosoluble, etc.) ont appliquées. Au terme de cette première phase d'expérimentation, le retour des bouteilles pour réutilisation a atteint 10 % des ventes totales.

Désormais, Ecoscience Provence et le SIVED projetent de lancer la phase 2 de l'expérimentation. Cette nouvelle étape vise à impliquer de nouveaux viticulteurs, avec le soutien du Syndicat Intercommunal de la Provence Verte, et à développer une centrale de lavage pour le territoire. Sur ce second point, une étude de faisabilité est en cours, avec le soutien de l'ADEME et de la Région PACA.

Mlle Lèbre, chargée de l'étude, présente ses résultats. Dans un premier temps, son travail a consisté à identifier avec plus de précisions les gisements de bouteilles en verre, et à comprendre les principaux modes de distribution sur les communes du SIVED, dans le Var et dans la Région PACA. Mlle Lèbre présente les chiffres et notamment les parts importantes des ventes faites directement au domaine et dans les CHR (Cafés-Hôtels-Restaurants). La vente en grande distribution n’apparaît pas si importante dans le contexte territorial. Enfin, une réflexion a été portée sur les bouteilles invendues pouvant être reconditionnées.
Dans un deuxième temps, Mlle Lèbre passe en revue toutes les machines de lavage existantes sur le marché européen. Deux grands types de machines en ressortent :

- Les « petites » machines semi-automatiques dont le prix se situe entre 10 000 et 40 000 euros. Ces unités permettent de laver 100 à 180 bouteilles par heure.

- Les « grandes » machines automatiques qui constituent les grandes lignes de lavage, semblables à celles utilisées par la société Cheveau. Ces machines coûtent à minima 150 000 euros et peuvent laver jusqu’à 2 500 bouteilles par heure.

Mlle Lèbre a notamment étudié la possibilité de recourir à une centrale de lavage mobile (semblable à une ligne mobile d’emboîteillage). Celle-ci pourrait se déplacer au domaine pour effectuer le lavage de bouteilles récupérées par le viticulteur. Ce mode de service pourrait constituer une étape en attendant de fédérer plus de viticulteurs sur le territoire.

Le troisième temps de cette étude de faisabilité a été consacré à la synthèse économique. La CCI du Var a apporté son soutien dans le compte de résultats prévisionnel de la laveuse itinérante. Des investissements supplémentaires ont été pris en compte en plus de la machine : adoucisseur, chariot élévateur, transport etc. Ce travail repose sur une hypothèse réaliste et progressive sur trois années. Une rentabilité économique est observée dès la troisième année.

Parallèlement, l’étude économique de l’installation d’une laveuse fixe a été entreprise. Cette option constitue un plus gros investissement (surtout pour le stockage, la main d’œuvre, et un matériel plus cher). Le seuil de rentabilité a été estimé à 2 000 000 bouteilles par an.

Mlle Lèbre conclue avec des préconisations opérationnelles, dont un plan pour le démarrage d’une unité de lavage. Elle souligne qu’il est Important de contractualiser l’engagement des viticulteurs, en particulier pour garantir l’emploi d’étiquettes à colle soluble.

Résumé des débats suite à l’intervention

- Avez-vous déjà identifié des clients intéressés par cette prestation de lavage sur leurs domaines?

Un travail de terrain est en cours pour recenser les intéressés. Globalement, ce projet est accueilli très favorablement par les viticulteurs du territoire.

- Si le lavage se fait au domaine via la centrale itinérante, l’eau et l’électricité sera à la charge des viticulteurs. Ceci ne constitue pas un problème ?

Mlle Lèbre a fait les calculs et estime qu’il faut compter 0.2 centimes d’eau et d’électricité pour laver une bouteille. Cette charge est négligeable puisque la prestation produit une économie chez le viticulteur de l’ordre de 14 centimes par rapport à une bouteille neuve.

- Comment avez-vous imaginé la logistique ?

L’expérimentation se limitait à la vente directe au caveau, qui constitue une part de vente très importante dans le Var. De plus, Ecoscience Provence travaille depuis longtemps sur les circuits-courts de distribution, sur le lien direct entre le producteur et le consommateur. La logistique était une suite logique au travail entrepris.

- Avez-vous un soutien de la Chambre de l’Agriculture ?

La Chambre de l’Agriculture a transmis quelques données, et a proposé de communiquer au sein de son réseau. Ecoscience Provence a pour projet de se rapprocher de la Chambre de l’Agriculture pour la mise en application des préconisations de l’étude.
Une remarque est faite sur l’opportunité de travailler avec les embouteilleurs : le couple lavage-embouteillage peut s’avérer très efficace car ces activités peuvent avoir lieu à la même période.
Un point technique sur les étiquettes

- Les contraintes techniques et les colles adhésives lavables

**M. Jacques Fornes, UPM Raflatac**

La présentation complète de M. Fornes est téléchargeable en cliquant ici

Résumé de l'intervention :


UPM Raflatac intervient dans la fabrication d’étiquettes : la société fournit aux imprimeurs un « complexe adhésif » (papier adhésif sur un support siliconé). L’industrie de la boisson constitue une part importante de l’activité d’UPM Raflatac.

Après découpage, l'imprimeur appose sur le complexe adhésif les textes et illustrations couleur souhaitées par le client (ici des viticulteurs). M. Fornes rappelle ainsi qu’une étiquette sur une bouteille nécessite de nombreux composants et une grande technicité.


La qualité du papier étiquette tout d’abord doit laisser passer les solutions de lavage. En d'autres termes, l'eau chaude alcaline doit pouvoir traverser le papier pour permettre le décollement total de l’étiquette. Le lavage sera difficile s’il y a une protection sur le papier (tel qu'un film plastique, du vernis ou une dorure) ou un aplat de couleur sur l’étiquette. En résumé, plus il y a de composants sur le papier, plus le lavage est difficile.

Concernant les adhésifs ensuite, il existe des colles spécifiquement étudiées pour permettre un retrait efficace de l’étiquette au moment du lavage. Ces adhésifs contiennent des agents lavants. UPM Raflatac a développé un de ces adhésifs acryliques innovants, le RP30W, conçu pour la lavabilité de l’étiquette. Ainsi, UPM Raflatac propose un produit résistant à l’eau (seau à champagne) et retirable dans un processus de lavage.

Enfin, M. Fornes fait part de conseils de stockage de bouteilles pour faciliter le retrait des étiquettes. En effet, les UV dégradent les agents lavants contenus dans l’adhésif et les fortes variations de températures peuvent nuire à l’adhésif. Le stockage à l’intérieur ou sous abris est souhaité pour faciliter le retrait des étiquettes.
Résumé des débats suite à l’intervention

- Comment les pays européens qui pratiquent la consigne gèrent-ils ce problème d’étiquettes adhésives ?

Il semblerait que le recours aux colles adhésives lavables soit plus ancré dans les pratiques de nos voisins européens.
La Consigne dans les CHR

- État des lieux

*Mme Laurence Longevialle, Secrétaire Générale de la Fédération Nationale des Boissons (FNB)*

La présentation complète de Mme Longevialle est téléchargeable en cliquant ici

Résumé de l’intervention :

Mme Longevialle commence son intervention en expliquant la nature et le rôle de la FNB : il s’agit de la seule fédération professionnelle représentant les distributeurs grossistes en boissons. Elle fédère 500 entreprises, principalement indépendantes (pouvant être affiliées à des groupements tels que C10 ou Distri-Boisson). La FNB a pour mission de faire reconnaitre les spécificités du métier de distributeurs grossistes en boissons, un intermédiaire important entre les producteurs ou industriels et les cafés, hôtels, restaurants (CHR) et autres structures collectives (crèches, hôpitaux, etc.)

Le distributeur grossiste en boissons fait de la prestation de service : il livre les boissons aux points de vente et récupère, lors de cette livraison, les caisses de bouteilles vides consignées.

Conscient que ce mode de distribution constitue un acte de développement durable, la FNB souhaite aller plus loin. Elle propose à ses adhérents une charte de développement durable qu’elle a développé avec l’ADEME. Cette charte considère des engagements d’ordre social (formation des personnels par exemple) et de limitation d’empreintes environnementales (camions plus propres par exemple). En tant qu’engagement à servir les clients « autrement » la charte encourage la pratique des emballages re-remplissables consignés et étend aussi cette « logistique retour » aux emballages jetables :

Au moment de la livraison des CHR, le distributeur grossiste récupère les emballages vides les stocke et les trie afin que le producteur et l’industriel puissent les récupérer. La logistique retour permet une économie équivalente à 500 000 tonnes de déchets d’emballages par an.

Aujourd’hui, les modes de consommation ont évolué et les emballages jetables, dits perdus, sont de plus en plus nombreux. Les boissons en emballages consignés dans les CHR ne représentent plus que 40 % des volumes. Face à ce constat, la FNB soutient le recours à la consigne d’emballages re-remplissables et réfléchit à étendre la logistique retour pour les emballages perdus. Ces derniers constituent un gisement très important : 400 000 tonnes de matériaux recyclables par an.

Mme Longevialle finit son intervention en invitant les collectivités à se
mettre en relation avec les distributeurs grossistes en boissons, car ils sont souvent oubliés et peuvent contribuer à améliorer les taux de recyclage de nos territoires.

Résumé des débats suite à l’intervention

- Dans le cas de la consigne de bouteilles de vin, les distributeurs grossistes peuvent ils assurer le tri des bouteilles ?

Mme Longevialle rappelle que le tri est une composante du métier de distributeur grossiste. C’est donc réalisable mais il faut que ce soit encadré, qu’un certain nombre d’éléments favorables soient partagés avec les producteurs.

- Si demain, votre fédération récupère les 4 milliards de bouteilles de vin qui circulent en France, est-il techniquement possible de regrouper, laver et redéployer ses bouteilles ?

M. Cheveau intervient pour répondre. Il explique qu’il le faisait pour toute la Bourgogne dans le passé. Avec l’essor d’une grande diversité de bouteilles, il était de plus en plus difficile de faire le tri. De plus, on trouve actuellement des bouteilles de toutes les régions partout en France. Du jour au lendemain, il semble compliqué de traiter toutes les bouteilles en France. Il serait nécessaire de se réorganiser.

- Est-ce que la FNB est en partenariat avec Eco-emballages ?

La FNB est en relation avec Eco-emballages, qui est un des acteurs, parmi tant d’autres, du monde du recyclage. La FNB se tourne vers Eco-emballages et Adelphe pour obtenir des chiffres. Ils ont participé, avec l’ADEME, à une étude sur la logistique retour. Ce travail de coopération a pu montrer que cette logistique retour, y compris sur les emballages perdus, pouvait avoir du sens.
Un exemple d’entreprise

➢ L’entreprise Jean Bouteille

M. Gérard Bellet, dirigeant

La présentation complète de M. Bellet est téléchargeable en cliquant ici

Résumé de l’intervention :

M. Bellet présente son entreprise « Jean Bouteille », qui repose sur le principe de distribution de produits liquides en bouteilles consignées. Le slogan de Jean Bouteille est explicite : « N’achetez que l’essentiel ».

Son initiative s’inscrit sur un objectif de consommation responsable. Le concept est né d’une volonté d’entrer sur un marché de distribution sans générer de déchets, et tout en respectant l’hygiène et les performances de vente. Le marché de la vente en vrac de produits secs étant déjà pourvu, M. Bellet s’est donc tourné vers la vente en vrac liquide (vins, huiles, vinaigres, etc.). La consigne s’est imposée naturellement dans sa démarche. D’après lui, les clients trouvent cela logique, et particulièrement lorsque les produits sont locaux et que le lavage s’effectue à proximité! Le concept repose donc sur les circuits économiques courts.

M. Bellet a étudié les performances environnementales de son modèle de distribution au travers d’une analyse cycle de vie qui a apporté des résultats très positifs.


Le dispositif Jean Bouteille est mis à disposition des magasins sous la forme d’une location de matériel (meubles et fontaines). De plus, l’activité de prestation lavage est assurée par Jean Bouteille : il livre un parc de bouteilles propres et récupère les bouteilles sales. Une commission sur le chiffre d’affaires des produits vendus lui est destinée.

Résumé des débats suite à l’intervention

- Avez-vous un retour chiffré sur le lancement de votre démarche ?

M. Bellet se base sur les données de vente. Le magasin est sur une dynamique de croissance. Dans le rayon huile, la mise en place du vrac a augmenté de 30 % les ventes. Une démultiplication des ventes a donc été observée. En revanche, le test est très récent et ne permet pas, à ce stade, de dégager une véritable tendance. Actuellement, environ 6 % des achats en magasin comprennent l’utilisation de bouteilles consignées Jean Bouteille.

- Envisagez-vous d’étendre prochainement votre démarche à d’autres territoires ?
M. Bellet précise qu’il faut tout d’abord consolider le lancement de la démarche. Il conviendra ensuite de travailler sur d’autres territoires avec d’autres magasins, mais le modèle repose sur une proximité de service (notamment avec une laveuse). Actuellement, un projet est en cours à Lyon. Il permettra aussi de répliquer le modèle et de renforcer le concept Jean Bouteille.

- Le particulier peut-il apporter une autre bouteille et la remplir dans les fontaines mises à disposition sans avoir à passer par les bouteilles Jean Bouteilles ? La réglementation l’interdit ?

D’après M. Bellet, la réglementation ne l’interdit pas sur le vin et le vinaigre, mais l’interdit pour l’huile. Par contre, le fait d’apporter une bouteille non consignée sera refusé car le modèle repose aussi sur un accord de qualité avec le producteur. Jean Bouteille s’engage auprès des producteurs et des consommateurs pour que les bouteilles soient propres. De plus, le lavage accompli par Jean Bouteille consommera moins d’eau et de produits de nettoyage que si ce lavage était effectué par un particulier.
Un exemple européen

➢ Le projet Mehrweg-Steiermarkflasche en Autriche

*M. Christian Schreyer, direction des syndicats des déchets de Styrie.*

La présentation complète de M. Schreyer est téléchargeable en cliquant ici

Résumé de l’intervention :

M. Schreyer intervient pour présenter le cas d’une province autrichienne, la Styrie, qui s’est appropriée depuis bientôt cinq ans, la consigne chez les viticulteurs du territoire.

Le système de consigne présenté est régional. Il diffère de la consigne nationale, en vigueur dans toute l’Autriche pour tous types de boissons (bières, sodas, eaux, etc.). M. Schreyer précise que le taux de retour pour la consigne nationale est très élevé : il prend l’image de la bière (boisson nationale, puisque l’Autriche est le deuxième plus gros consommateur de bière au monde). Environ 65 % de la bière vendue est consignée, le reste étant des cannettes ou des bouteilles importées.

Après avoir étudié les aspects écologiques et économiques, le gouvernement régional de Styrie s’est intéressé à la consigne pour sa production viticole. Environ 5 000 000 de bouteilles sont produites sur le territoire annuellement, générant 2 500 tonnes de déchets par an. Le gouvernement s’est fixé comme objectif un taux de re-remplissage à hauteur de 50 % de sa production.

Le projet a été lancé en avril 2010. La Styrie a un avantage important puisque sa production de vin s’écoule dans une bouteille unique, reconnaissable à son écusson (une panthère). Cette bouteille (existante depuis 15 ans) garantie que le produit est régional (même la bouteille est fabriquée dans la région), et de grande qualité

Le lavage se fait par les viticulteurs (disposant eux même de laveuses) ou en coopératives, puisque des groupes de 15 – 20 viticulteurs se sont formés pour investir dans une centrale de lavage. De plus une usine d’eau minérale gazeuse disposant d’une centrale propose des prestations de le lavage pour les viticulteurs intéressés.

La proximité avec les centres de lavage garantit que la consigne est toujours plus avantageuse économiquement et écologiquement que d’autres systèmes de gestion. La consigne a permis aux viticulteurs d’obtenir des bouteilles réutilisables pour un prix qui oscille entre 10 et 20 centimes d’euros (prix du nettoyage et du transport), contre 45 centimes d’euros pour une bouteille neuve.

Le plus gros frein à ce projet a été, encore une fois, le problème technique des colles d’étiquettes non hydrosolubles. Le gouvernement régional a progressivement incité les viticulteurs à utiliser des colles lavables, ce qui a résolu le problème aujourd’hui.
Le retour des bouteilles se fait de quatre manières différentes :

- La chaine allemande de distributeurs Spar a équipé, avec le soutien du gouvernement régional, ses magasins avec des machines Tomra, programmées pour récupérer les bouteilles de vin de Styrie. Cet investissement a été partagé entre Spar et le gouvernement.

- Les consommateurs peuvent déposer leurs bouteilles dans les déchetteries locales (1 déchèterie pour 3 000 habitants).

- Un magasin spécialisé dans le vin, Vinofaktur, récupère les bouteilles consignées de Styrie.

- Enfin, les consommateurs peuvent retourner les bouteilles aux viticulteurs dans leurs domaines.

En contrepartie, le client qui rapporte sa bouteille obtient un bon d’achat de 10 centimes d’euros, ou 5 % de réduction sur les prochains achats de vin de Styrie.

Au lancement du projet en 2010, 60 viticulteurs participaient. Aujourd’hui, environ 300 viticulteurs sont associés à cette démarche. La majorité (97 %) des consommateurs est favorable à ce projet. Cette action a gagné le Trophée de la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets en 2011.

Résumé des débats suite à l’intervention

- Est-ce que votre initiative a été menée en lien avec législation du gouvernement régional ?

Ce projet n’est pas issu d’une législation en particulier. Le gouvernement régional soutient et dispense de différents projets de réduction des déchets. Le gouvernement a subventionné cette initiative (à hauteur de 60 000 euros) avec les municipalités et la chambre agricole (et notamment, la chambre des viticulteurs).

- Vous disposez d’un vaste réseau de déchèterie, comment s’effectue votre collecte en porte à porte ?

La collecte en porte à porte se fait uniquement pour le non-recyclable, et éventuellement, pour les déchets organiques dans le cas où le foyer ne dispose pas de moyens de compostage. Tout doit se faire en déchèteries, fréquentées en moyenne une fois par semaine pour un foyer. Ce dispositif est moins cher que la collecte en porte à porte.
Conclusion

Pascal Mayol (directeur d’Ecoscience Provence), Anne de Bethencourt (Chargée des relations extérieures de Nicolas Hulot pour la FNH, et Vice-Présidente de l’Institut de l’Economie Circulaire,) et Bernard Vigne (Coordinateur Décôchets-Ressources à l’ADEME PACA)

M. Mayol intervient pour présenter les suites apportées à cette journée. Les Partenaires Fondateurs du Réseau Consigne se réunissent le 3 juin pour travailler sur les actions à poursuivre, l’objectif étant de continuer à structurer le Réseau Consigne. Ces actions sont les suivantes :

- Impliquer les d’acteurs de la consigne en France au sein du Réseau Consigne (la création d’une charte est envisagée).
- Prévoir les prochaines Rencontres Techniques, mais aussi des voyages d’études et réunions thématiques entre temps.
- Organiser les échanges et la mise en réseau avec les différents protagonistes de la consigne en France.
- Concevoir des guides techniques, notamment pour accompagner les collectivités et les entreprises privées au retour de la consigne.
- Faciliter la veille juridique et technique afin de que le Réseau Consigne devienne une véritable force de proposition.
- Créer un site web, avec notamment une page dédiée aux acteurs et aux territoires expérimentaux. L’objectif est de développer un centre de ressources participatif.
- Suivre l’actualité de la consigne.

Mme Anne de Béthencourt félicite les intervenants pour l’ensemble des actions concrètes présentées lors de cette journée. C’est en observant ces actes que des propositions pourront être émises, notamment lors de la prochaine conférence environnementale.


Le mot de la fin revient à M. Bernard Vigne, coordinateur déchets-ressources à l’ADEME PACA. M. Vigne félicite l’ensemble des intervenants de cette journée, jugée très productive. L’ADEME soutient la consigne dans sa politique de prévention de production des déchets, mais observe aussi que les problèmes sont complexes. La multitude des bouteilles mises sur le marché ne permet pas une consigne globalisée, on ne peut pas se limiter à un seul dispositif de proximité. L’étiquetage est assurément un problème majeur. Il y a un besoin de recherche et d’innovation sur les adhésifs. Aujourd’hui, les expérimentations doivent améliorer le captage. Les kiosques, comme ceux conçus par Boréal, peuvent porter leurs fruits. L’ADEME soutiendra toutes les opérations exemplaires sur le territoire régional. Il faut continuer à évaluer les résultats et poursuivre les mesures d’incitation. M. Vigne rappelle les propos de M. Lambert sur une nouvelle TVA pour la réutilisation : une telle mesure peut être incitative et faire évoluer les mentalités.
Il est difficile d’imaginer une approche globale de la consigne, mais incontestablement, la première étape dans cette démarche sera territoriale. Cette journée a permis de se poser les bonnes questions et d’envisager ensemble des solutions. En conclusion, ce n’est donc pas un mot de la fin, mais un mot du commencement : « bonne chance à tous dans vos projets respectifs ». 
Revue de presse

La revue de presse associée à la Journée technique sur le retour de la consigne est téléchargeable en cliquant ici.

Eco-conception de l’événement

- Un effort a été entrepris pour limiter le plus possible les impressions. Si toutes les invitations, et les documents mis en ligne devaient être imprimés pour les invités, c'est environ 17 000 feuilles de papier qui auraient été utilisées. Ces efforts ont permis de limiter l'impression à 160 feuilles. Du papier 100 % recyclé a été utilisé pour ces impressions.

- Sur demande des organisateurs, le repas était intégralement végétarien et a été conçu avec des produits locaux et de saison. Une attention particulière a naturellement été portée sur la vaisselle : cuillers, assiettes, verres, serviettes en tissu, tasses à café, etc. étaient réutilisables. L'eau minérale était servie dans des bouteilles en verre consignées. Les portions ont été adaptées pour éviter le gaspillage alimentaire (d'ailleurs peut-être un peu trop petites, mais on fera mieux la prochaine fois !).

- Concernant le transport, un quart des invités a utilisé les transports en commun. 12 % des participants ont pratiqué le co-voiturage (encouragé pour l’occasion).

- Concernant la logistique, les badges ont déjà servis à d'autres manifestations et ont été récupérés en fin de journée pour leurs réutilisations.

Trois bénévoles d’Ecoscience Provence sont venus prêter main forte pour l’organisation. Merci à eux.
**Liste des personnes présentes**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom</th>
<th>Prénom</th>
<th>Structure</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Abel</td>
<td>Mathilde</td>
<td>Collaboratrice parlementaire</td>
</tr>
<tr>
<td>Artale</td>
<td>Cécille</td>
<td>Association Pirouette cacahuète</td>
</tr>
<tr>
<td>Arzoumanian</td>
<td>Annouk</td>
<td>LOUCE</td>
</tr>
<tr>
<td>Asfar</td>
<td>Antoine</td>
<td>Projet Nu</td>
</tr>
<tr>
<td>Baillon</td>
<td>Claire</td>
<td>Ville des Pennes-Mirabeau</td>
</tr>
<tr>
<td>Banaszuk</td>
<td>Agnès</td>
<td>FNE</td>
</tr>
<tr>
<td>Barre</td>
<td>Valérie</td>
<td>ARPE</td>
</tr>
<tr>
<td>Barrier</td>
<td>Pauline</td>
<td>Ecoscience Provence</td>
</tr>
<tr>
<td>Bellet</td>
<td>Gérard</td>
<td>Jean Bouteille</td>
</tr>
<tr>
<td>Beltran</td>
<td>Marta</td>
<td>Fundacio Prevencio Residus i Consm</td>
</tr>
<tr>
<td>Berlingen</td>
<td>Flore</td>
<td>CNIID</td>
</tr>
<tr>
<td>Billon</td>
<td>Yoann</td>
<td>Métropole Nice Côte d'Azur</td>
</tr>
<tr>
<td>Bonneau</td>
<td>Julien</td>
<td>Boréal -Siaved</td>
</tr>
<tr>
<td>Bonnier</td>
<td>Sophie</td>
<td>ECO EMBALLAGE</td>
</tr>
<tr>
<td>Boudé</td>
<td>Nathalie</td>
<td>Léger et Local</td>
</tr>
<tr>
<td>Brikke</td>
<td>Marie-Claire</td>
<td>UPM Raflatac</td>
</tr>
<tr>
<td>Bourrelly</td>
<td>Marion</td>
<td>Ecoscience Provence</td>
</tr>
<tr>
<td>Bruttin</td>
<td>Clémence</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cadillac</td>
<td>Herve</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Camus</td>
<td>Aude</td>
<td>Start up &quot;NU&quot;</td>
</tr>
<tr>
<td>Carpentier</td>
<td>Laurent</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cheveau</td>
<td>Stéphane</td>
<td>Entreprises Cheveau</td>
</tr>
<tr>
<td>Chiesa</td>
<td>Florian</td>
<td>LVD Environnement</td>
</tr>
<tr>
<td>Couvat</td>
<td>Jérôme</td>
<td>Ecoscience Provence</td>
</tr>
<tr>
<td>------------</td>
<td>-----------</td>
<td>---------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Doilon</td>
<td>Arnaud</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>David</td>
<td>Laurent</td>
<td>Conseil de Développement du Pays de la Provence Verte</td>
</tr>
<tr>
<td>De Béthencourt</td>
<td>Anne</td>
<td>Institut de l'Economie Circulaire / Fondation Nicolas Hulot</td>
</tr>
<tr>
<td>Dhavelons</td>
<td>Charlotte</td>
<td>Boréal -Siaved</td>
</tr>
<tr>
<td>Domenach</td>
<td>Herve</td>
<td>CPIE Du Pays D'Aix</td>
</tr>
<tr>
<td>Domenach</td>
<td>Sylvain</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dorel</td>
<td>Fabienne</td>
<td>CPA</td>
</tr>
<tr>
<td>Erbin</td>
<td>Cyril</td>
<td>Jean Bouteille</td>
</tr>
<tr>
<td>Faissolle</td>
<td>Frédéric</td>
<td>SIVED</td>
</tr>
<tr>
<td>Follet</td>
<td>Vanessa</td>
<td>Sud Rhône Environnement</td>
</tr>
<tr>
<td>Fornes</td>
<td>Jacques</td>
<td>UPM Raflatac</td>
</tr>
<tr>
<td>Gacon</td>
<td>Timothee</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Galy</td>
<td>Sébastien</td>
<td>Fondation Nicolas Hulot</td>
</tr>
<tr>
<td>Geay Dal Moro</td>
<td>Marine</td>
<td>Métropole Nice Côte d'Azur</td>
</tr>
<tr>
<td>Gontier</td>
<td>Michel</td>
<td>Association ONDINE</td>
</tr>
<tr>
<td>Guilbaud</td>
<td>Didier</td>
<td>Agence DS com</td>
</tr>
<tr>
<td>Guillerm</td>
<td>Sophie</td>
<td>Action Mérindol Environnement</td>
</tr>
<tr>
<td>Guix</td>
<td>Laura</td>
<td>Ecoscience Provence</td>
</tr>
<tr>
<td>Habobian</td>
<td>Marjorie</td>
<td>Attachée parlementaire</td>
</tr>
<tr>
<td>Jaeger</td>
<td>Annabelle</td>
<td>Conseil Régional PACA, ARPE PACA</td>
</tr>
<tr>
<td>Lambert</td>
<td>François-Michel</td>
<td>Institut Economie Circulaire</td>
</tr>
<tr>
<td>Latz</td>
<td>Michaël</td>
<td>Concept Emballage</td>
</tr>
<tr>
<td>Lèbre</td>
<td>Eléonore</td>
<td>Ecoscience Provence</td>
</tr>
<tr>
<td>Levavasseur</td>
<td>Claire</td>
<td>Ministère de l’écologie, du développement durable et de l'énergie</td>
</tr>
<tr>
<td>Name</td>
<td>Role</td>
<td>Organization</td>
</tr>
<tr>
<td>-----------------------</td>
<td>--------------------</td>
<td>-------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Longevialle</td>
<td>Laurence</td>
<td>Fédération Nationale des Boissons</td>
</tr>
<tr>
<td>Maris</td>
<td>Pierre</td>
<td>Syndicat Centre Hérault</td>
</tr>
<tr>
<td>Mateos Escobar</td>
<td>David</td>
<td>Entreprise</td>
</tr>
<tr>
<td>Mayol</td>
<td>Pascal</td>
<td>Ecoscience Provence</td>
</tr>
<tr>
<td>Meunier</td>
<td>Emile</td>
<td>Assemblée nationale</td>
</tr>
<tr>
<td>Millet</td>
<td>Jean-Louis</td>
<td>Action Mérindol Environnement</td>
</tr>
<tr>
<td>Moreau</td>
<td>Eloïse</td>
<td>UPV</td>
</tr>
<tr>
<td>Mortelette</td>
<td>Hervé</td>
<td>Boréal -Siaved</td>
</tr>
<tr>
<td>Mouchet</td>
<td>Mathilde</td>
<td>Conseil Général Cote d'Or</td>
</tr>
<tr>
<td>Naessens</td>
<td>Jakoba</td>
<td>TOMRA</td>
</tr>
<tr>
<td>Onrait-Bruneau</td>
<td>Didier</td>
<td>My retail Box</td>
</tr>
<tr>
<td>Pélissier</td>
<td>Serge</td>
<td>Société d'insertion</td>
</tr>
<tr>
<td>Pélissier</td>
<td>Danièle</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pierini</td>
<td>Sandrine</td>
<td>Communauté de Commune Dracénoise</td>
</tr>
<tr>
<td>Plançon</td>
<td>Fabrice</td>
<td>Société GAI France</td>
</tr>
<tr>
<td>Roussel</td>
<td>Patrice</td>
<td>Région PACA</td>
</tr>
<tr>
<td>Schneider</td>
<td>Mikael</td>
<td>Ecoscience Provence</td>
</tr>
<tr>
<td>Schreyer</td>
<td>Christian</td>
<td>Syndicat de Déchets Styria - Autriche</td>
</tr>
<tr>
<td>Thomas</td>
<td>Maxime</td>
<td>SYDEVOM de Haute Provence</td>
</tr>
<tr>
<td>Toullemonde</td>
<td>Elisabeth</td>
<td>Action Mérindol Environnement</td>
</tr>
<tr>
<td>Verrier</td>
<td>Anne</td>
<td>Per4mances</td>
</tr>
<tr>
<td>Vigne</td>
<td>Bernard</td>
<td>ADEME</td>
</tr>
<tr>
<td>Vigouroux</td>
<td>Brigitte</td>
<td>SEM</td>
</tr>
<tr>
<td>Wallois</td>
<td>Elisabeth</td>
<td>Ecoscience Provence</td>
</tr>
<tr>
<td>Weintz</td>
<td>Sabine</td>
<td>Ecoscience Provence</td>
</tr>
</tbody>
</table>
A propos du Réseau Consigne

Né en 2012, le Réseau Consigne est porté par 5 partenaires fondateurs :


Le Cniid (Centre national d'information indépendante sur les déchets) - Zero Waste France : Association loi 1901 spécialisée dans la problématique des déchets municipaux. Le Cniid mène une campagne en faveur d’une gestion écologique des déchets, notamment grâce à leur réduction à la source.


Le Programme Boréal (Baisse des Ordures RÉsiduelles par l’Action Locale) : L’un des plus importants Programmes Locaux de Prévention des Déchets en France, rassemble 10 intercommunalités du Nord-Pas de Calais.

Le SIVED : Syndicat Intercommunal pour la Valorisation et l'Elimination des Déchets dans le Centre Var. L’un des premiers à soutenir une expérience de retour de la consigne en France.

Le Réseau Consigne c'est aussi : l'accès à une ressource technique abondante, la possibilité de diffuser et de consulter des offres de produits et de services liés à la consigne, l'accès à des outils méthodologiques pour relancer la consigne, la valorisation des expériences de collectivités et d'entreprises, une veille médiatique, juridique et technique et une force de propositions. Vous souhaitez nous rejoindre ? Faites-nous le savoir :

Pour nous écrire : Ecoscience Provence - Réseau Consigne
Hôtel de ville, 83170 La Celle
contact@reseauconsigne.com

Pour nous téléphoner : +33 (0)4 94 69 44 93